

**Comité International pour la Libération  
des Prisonniers Politiques de la Guerre aux Drogues  
(ex-Comité international de soutien à Bernard Rappaz)**

## COMMUNIQUE

Samedi 25 décembre 2010

### Conférence de presse

**« Bernard Rappaz n'est pas le seul prisonnier politique de la guerre aux drogues »**

**Mardi 28 décembre 2010 à 11h – Lady Long Solo, 38 rue Keller Paris 11è**

La nouvelle est tombée la veille de Noël : au 120ème jour de sa grève de la faim, notre ami Bernard Rappaz a mis un terme à sa grève de la faim – une des plus longues jamais enregistrées –, sans avoir même obtenu la suspension de peine qu'il demandait. Il aura été jusqu'au bout des recours judiciaires possibles, et se sera enfin rendu à l'injonction de se réalimenter formulée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, « en l'attente » de l'avis qu'elle pourrait rendre d'ici quelques années.

Dès lors, certain que les autorités suisses étaient bien capables de le laisser mourir, ainsi qu'elles l'avaient annoncé, Bernard Rappaz a cessé son jeûne, pour ne plus mettre en risque sa vie inutilement, puisqu'aucune autorité constituée ne semble capable d'exprimer la moindre clémence à son égard, en dépit de l'injustice manifeste dont il est l'objet.

Nous saluons ce choix raisonnable, conforme au sens d'une protestation par le moyen de la grève de la faim, qui n'est pas dirigé contre soi, mais bien contre les autorités lorsqu'elles dépassent les bornes de l'admissible.

Soulignons à cette occasion que la grève de la faim entamée par Bernard Rappaz n'attirait pas seulement l'attention sur son cas particulier, mais sur la chasse aux sorcières dont peuvent être victimes les partisans de réformes des législations aberrantes qui régissent les drogues. En Suisse même, d'autres militants engagés dans le mouvement de réforme, très vivace ces dernières années, ont subi à divers degrés le même acharnement dont a été victime Bernard Rappaz. À tel point qu'il n'est pas exagéré de dire que ce mouvement aspirant à des réformes nécessaires est quasiment passé dans la clandestinité, ainsi qu'on a pu le mesurer avec la difficulté qu'il aura eu à se mobiliser pour la défense de Rappaz, qui aura paradoxalement trouvé le plus gros de ses défenseurs à l'étranger.

Dans le monde entier, l'exceptionnelle mobilisation de consciences dans un désert médiatique tout aussi remarquable, a rassemblé des personnalités extrêmement diverses, en Amérique latine comme aux États-Unis et en Europe, particulièrement en France, où l'on a enregistré, parmi de nombreux autres signataires de l'appel lancé par Jean Ziegler, les soutiens de Daniel Cohn Bendit, José Bové, Mgr Gaillot, Stéphane Hessel et dernièrement Danièle Mitterrand.

POSTE : c/o Lady Long Solo 38, rue Keller 75011 PARIS M° Voltaire(L9) Bastille (L1, L5)

CONTACT : <farid@no-log.org> ; <http://supportrappaz.org>

Si un silence médiatique quasi universel s'est appliqué à la grève de la faim de Bernard Rappaz en dépit de sa durée exceptionnelle et du fait qu'elle ait agité l'opinion publique suisse pendant de nombreux mois, un phénomène semblable frappe d'autres militants en faveur d'une réforme de la politique des drogues dans le monde. Dans des pays aussi différents que les États-Unis ou le Maroc, on a pu signaler d'autres cas de prisonniers politiques de la guerre aux drogues.

Mais qui a entendu parler de Chakib el Khayari, ce militants des droits de l'homme marocain qui dénonce la corruption du royaume chérifien, condamné lourdement pour avoir « porté atteinte à l'image du Royaume » ? Plus médiatique, outre-Atlantique, le cas du leader du Marijuana Party canadien, Marc Emery, qui a été extradé aux États-Unis pour y purger une peine « négociée » afin d'éviter une condamnation plus lourde encore, sanctionnant une activité commerciale qui n'est pas illégale dans son pays comme dans de nombreux États américains !

Comme Bernard Rappaz, Chakib el Khayari et Marc Émery sont clairement victimes de persécutions politiques. Comme lui, ils auront été condamnés au terme de procédures judiciaires très éloignées de toute idée de justice.

Comme Bernard Rappaz, ils doivent être libérés.

Pour faire le point sur la situation de Bernard Rappaz et de ces autres victimes de la répression, le Comité international pour la libération des prisonniers politiques de la guerre aux drogues (ex-Comité international de soutien à Bernard Rappaz) vous invite pour une **conférence de presse, mardi 28 décembre 2010 à 11h, à la Librairie Lady Long Solo, 38, rue Keller, 75011 PARIS.**

Contact Presse : Farid Ghehiouèche 0614815679

POSTE : c/o Lady Long Solo 38, rue Keller 75011 PARIS M° Voltaire(L9) Bastille (L1, L5)

CONTACT : <farid@no-log.org> ; <http://supportrappaz.org>